

## **Arnaud SÉE**

Professeur de droit public  
Agrégé des facultés de droit

Laboratoires de recherche :

CURAPP, Université de Picardie (UMR  
7319)

Centre de Recherches sur le Droit Public  
(CRDP), Université Paris-Ouest Nanterre –  
La Défense (EA 381)(membre associé)



### **EXPERIENCE PROFESSIONNELLE**

---

- 2014**      **Professeur de droit public à l'Université de Picardie Jules Verne**  
Agrégé des facultés de droit (rang : 4)
- 2011-2014**    **Maître de conférences à l'Université Paris Ouest Nanterre – La Défense**  
Qualifié aux fonctions de maître de conférences en droit public (section 02)
- 2005-2010**    **ATER, puis chargé de travaux dirigés vacataire, Université Paris Ouest La Défense**  
Travaux dirigés en droit administratif et droit constitutionnel
- 2003 – 2005**    **Chargé de travaux dirigés vacataire à l'Université de Grenoble II**  
Travaux dirigés en droit administratif, droit public de l'économie, finances publiques et droit des collectivités territoriales
- 2002-2003**    **Chargé de travaux dirigés à l'Institut de droit des affaires internationales de l'Université du Caire (Egypte), dans le cadre d'un volontariat international effectué auprès du Ministère des affaires étrangères**  
Travaux dirigés en droit administratif, droit constitutionnel et finances publiques, sous la direction et suivant le programme des Professeurs de l'Université Paris I Panthéon – Sorbonne.

## FORMATION

---

- 2010**      **Doctorat en Droit public**, sous la direction du Professeur Gabriel ECKERT, Université de Strasbourg. La thèse est autorisée à publier en l'état, à concourir pour le prix de thèse et est proposée pour une subvention d'impression<sup>1</sup>.
- 2002**      **DEA de Droit des affaires**, Université de Strasbourg., Mention Assez-Bien.
- 2001**      **DEA de Droit public**, Université de Strasbourg., Mention Bien.
- 2000**      **Maîtrise en droit général**, Mention Assez - Bien, Université de Strasbourg  
Certificat droit de l'urbanisme et de la construction
- 1996**      **Baccalauréat Scientifique**, Mention Assez – Bien

## RESPONSABILITES SCIENTIFIQUES ET ADMINISTRATIVES

---

- 2012 - 2013**    **Co-directeur de la licence droit-économie de l'Université Paris Ouest**
- 2012 -**        **Co-directeur de la chronique trimestrielle « Secteur public » de la revue *Concurrences*, avec les Professeurs F. Martucci, J.-P. Kovar, B. du Marais, et Monsieur S. Rodrigues.**  
Chronique de droit public de la concurrence et de droit de la commande publique. Sélection des décisions à commenter, coordination avec les autres rédacteurs et relecture systématique de l'ensemble des contributions rédigées par les membres du Centre de recherches.
- 2012**        **Responsable scientifique du colloque du Centre de recherches sur le droit public de l'Université Paris Ouest, portant sur le thème des « Régulations », Nanterre, 17 octobre 2012.** Les actes ont été publiés aux éditions *La Mémoire du Droit*.  
Direction et impulsion scientifique, détermination des axes scientifiques et du thème des contributions, sélection des travaux, coordination des travaux, encadrement et suivi des travaux des doctorants.
- 2013 -**        **Direction de mémoires en droit des contrats publics, Master 2 « Concurrence et régulation des marchés »** (*Les contrats de mutualisation de services ; Les concessions d'autoroute ; Contrats publics et droit de la concurrence ; Les contrats passés entre l'Etat et les entreprises publiques*).
- 2013-**        **Membre des comités de sélection** des Universités Paris Ouest et Grenoble
- 2003**        **Accompagnateur de l'équipe du Caire** au concours européen des droits de l'homme René Cassin.

---

<sup>1</sup> Conformément à la délibération du Conseil scientifique de l'Université de Strasbourg, en date du 4 février 2009, il n'est plus attribué de mention aux thèses soutenues au sein de l'Université de Strasbourg.

## **ACTIVITES DE RECHERCHE, PUBLICATIONS ET COMMUNICATIONS**

---

Membre de l'Association française pour la recherche en droit administratif (AFDA).  
Membre du Centre de Recherches sur le Droit Public (CRDP) de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense (EA381).

**Domaines de recherche :**                   **Droit et contentieux administratif**  
   **Droit des contrats publics**  
   **Droit public des affaires**

### **A – Thèse, mémoires**

- 1) Thèse de doctorat sous la direction du Professeur Gabriel ECKERT : *La régulation du marché en droit administratif. Etude critique*, soutenue le 12 novembre 2010 à l'Université de Strasbourg, 796 p.

La thèse est autorisée à publier en l'état, à concourir pour le prix de thèse et est proposée pour une subvention d'impression. Conformément à la délibération du Conseil scientifique de l'Université de Strasbourg, en date du 4 février 2009, il n'est plus attribué de mention aux thèses soutenues au sein de l'Université de Strasbourg.

Membres du Jury : Michel BAZEX, Jean-Yves CHEROT (rapporteur), Gabriel ECKERT (directeur de recherche), Sophie NICINSKI (rapporteur), Jean WALINE (président du Jury).

La thèse a été chroniquée à la *Revue française de droit administratif* par le Professeur F. Rolin (RFDA, 2011, p. 843).

- 2) *Le visa de la Commission des opérations de bourse – un aspect du régime juridique de la régulation financière*, Mémoire de DEA de droit des affaires sous la direction du Professeur Michel Storck, 2002, non publié, 115 pages.
- 3) *Le principe de liberté de la concurrence dans la jurisprudence administrative*, Mémoire de DEA de droit public, sous la direction du Professeur Gabriel Eckert, 2001, non publié, 84 pages.

### **B – Articles**

- 1) « Ventes volontaires de meubles aux enchères publiques (Régulation des) », à paraître in *Dictionnaire des régulations* (dir. M. Bazex, B. Du Marais, G. Eckert, A. Sée).
- 2) « Quel juge pour trancher l'action en responsabilité de la puissance publique du fait d'une pratique anticoncurrentielle ? », note sous Cass. com., 8 avril 2014, Musée Guimet, *Droit administratif*, septembre 2014, à paraître
- 3) « La nature juridique des contrats conclus pour les besoins d'un service public industriel et commercial », note sous TC, 7 avril 2014, SEVP)c. Office du tourisme de Rambouillet, *Droit administratif*, septembre 2014, à paraître
- 4) « Le surprenant service public de la communication extérieure des patients », note sous CE, 7 mars 2014, CHU de Rouen, *Droit administratif*, mai 2014, p.40, n°32.
- 5) « La notion de concession dans la directive 2014/24 », *Concurrences*, n°02-2014, n°65886.
- 6) « La question prioritaire de constitutionnalité et les libertés économiques », *Revue juridique de l'économie publique*, avril 2014, étude 5.

- 7) « Réflexions sur le prétendu déclin de la clause exorbitante du droit commun », soumis à publication.
- 8) « Une nouvelle discipline budgétaire ? Les sanctions des politiques budgétaires « indisciplinées » dans l'Union européenne », in J.-M. Sorel, R. Chemain, *Quelle souveraineté budgétaire pour les Etats ?*, Pédone, 2013, pp. 143-159.
- 9) « Les sociétés publiques locales et le droit de la mise en concurrence », commentaire de l'arrêt CJUE, 29 novembre 2012, *Econord SpA, Contrats-concurrence-consommation*, février 2013, comm. 38.
- 10) « La discrète résurrection du droit de timbre devant la juridiction administrative », *Droit administratif* n°4, avril 2012, chron. 4.
- 11) « L'intérêt public local justifiant une action de soutien à une activité économique », commentaire de l'arrêt CE, 20 octobre 2010, *Province des Iles Loyauté*, Gazette du Palais, 21 mai 2011 n° 141, p. 33.
- 12) « Avancée significative du plein contentieux dans le domaine des sanctions administratives. A propos de l'arrêt d'assemblée du Conseil d'Etat du 16 février 2009, *Société ATOM* », Gazette du Palais, 4 et 5 décembre 2009, n°338 et 339, pp.11-16 (en collaboration avec Bertrand du Marais).
- 13) « La nouvelle compétence du juge administratif pour l'examen de pratiques anticoncurrentielles imputables à une personne publique », Commentaire de la décision TC, 4 mai 2009, *Gisserot*, Contrats-concurrence-consommation, décembre 2009, chron. 4.
- 14) « La publicité adéquate des délégations de service public », commentaire de l'arrêt CE, 1<sup>er</sup> avril 2009, *Communauté urbaine de Bordeaux, Société Kéolis*, revue Lamy collectivités territoriales, n°48, juillet 2009, pp. 57-60.
- 15) « Précisions sur le régime de l'abrogation des décisions non réglementaires », commentaire de l'arrêt CE, 30 juin 2006, *Société Neuf Télécom*, AJDA, 2006, pp. 1720-1723.
- 16) « La doctrine fiscale de l'OCDE », Communication au colloque en l'honneur du Professeur J. Grosclaude, Strasbourg, 2-3 septembre 2005, *Revue de droit fiscal*, 2006, n°24, p. 1124-1129.

### C – Chroniques de jurisprudence

- 1) Note sous Conseil constitutionnel, décision n°2013-670 DC du 23 mai 2013, *Loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports*, Concurrences, n°04-2013, p.177.
- 2) Note sous CE, 15 mai 2013, *Ville de Paris*, Concurrences, n°03-2013, p. 170.
- 3) Note sous CJUE, 19 décembre 2012, *Azienda Locale di Lecce*, Concurrences, n°02-2013, pp. 183-184.
- 4) Note sous CE, 13 juillet 2012, *Compagnie méridionale de Navigation*, Concurrences, n°04-2012, pp.139-141.
- 5) Note sous CE, 29 juin 2012, *PRO2C*, Concurrences, n°04-2012, pp.173-174.
- 6) Note sous CE, 23 mai 2012, *RATP*, Concurrences, n°03-2012, pp. 226-227.
- 7) Note sous CE, Ass., 26 octobre 2011, *Association pour la promotion de l'image*, Concurrences, n°01-2012, p. 222-223.
- 8) Note sous CE, 23 mai 2011, *Département de la Guyane*, Concurrences, n°04-2011, pp. 203-204.

- 9) Note sous CE, Sect., 28 décembre 2009, *Commune de Béziers*, Concurrences, n°02-2010, p. 165.
- 10) Note sous CJCE, 15 octobre 2009, *Acoset*, Concurrences, n°01-2010, pp.193-195.
- 11) Note sous CE, 4 mars 2009, *SNHS*, Concurrences, n° 03-2009, pp. 144-146.
- 12) Note sous CE, Sect., 30 janvier 2009, *ANPE*, Concurrences, n°02-2009, pp.204-207.
- 13) « Le juge administratif aux prises avec le droit communautaire des aides », chron. sous CE, Ass., 7 novembre 2008, *CNIVAO*, Contrats - concurrence –consommation, février 2009, pp. 24-25.
- 14) « Les contrats passés entre les personnes publiques et les structures de coopération intercommunales peuvent bénéficier de l’exception in house », chron. sous CJCE, 13 novembre 2008, *Coditel Brabant*, Contrats - concurrence –consommation, février 2009. p. 26.
- 15) « Les tarifs réglementés du gaz à l’épreuve du droit du marché », chron. sous CE, 10 décembre 2007, *Société Powéo*, Contrats - concurrence –consommation, avril 2008, pp. 17-18.
- 16) « Le Conseil de la concurrence veille à la libéralisation du marché de l’électricité », chron. sous Conseil de la concurrence, décision n°07MC04, Contrats - concurrence – consommation, janvier 2008.
- 17) « La fin justifie les moyens ? La libre concurrence sur le marché prime sur la sécurité juridique des opérateurs », chron. sous CE, 30 mars 2007, *Société ENEL*, Contrats - concurrence –consommation, août-septembre 2007.
- 18) « Le principe de transparence applicable aux autorités de régulation », chron. sous CE, 13 novembre 2006, *Société Free SAS*, Contrats - concurrence –consommation, avril 2007. p. 15.
- 19) « Le référé-suspension au service de la concurrence », chron. sous CE, ord., 10 février 2006, *Société Poweo*, Contrats - concurrence –consommation, août – septembre 2006, pp. 14-15.

## **D – Communications**

- 1) « L’influence du droit de l’Union européenne de la concurrence sur le service public français », communication au colloque « Régimes économiques dans l’Etat constitutionnel », Université ESAN, Lima (Pérou), 2 septembre 2014, à paraître.
- 2) « Le principe d’égalité en droit public économique », communication à l’Université d’été franco-germano – lituanienne « L’Europe : diversité sans discrimination », Université de Vilnius (Lituanie), 27 juin 2014, non publiée.
- 3) « Les autorisations d’utilisation de fréquences hertziennes », communication à l’Université d’été franco-germano – biélorusse « Les nouvelles technologies de l’information et de la communication et le droit », Université de Minsk (Biélorussie), 25 juin 2014, non publiée.
- 4) « Does French constitution favor entrepreneurship ? », Riezlern Seminar on the law of International business transactions 2014, Universités de Marburg et de Bergen, Riezlern (Autriche), 24 février 2014, non publiée.
- 5) « La question prioritaire de constitutionnalité et les libertés économiques », communication au colloque « La constitution économique », Nanterre, 30 octobre 2013, *Revue juridique de l’économie publique*, avril 2014, étude 5.

- 6) « La régulation du marché », échanges croisés sur la notion de régulation lors de la deuxième journée des docteurs en droit public économique, Université de Grenoble 2, 8 février 2013, *Revue générale du droit*, Colloques, 2014, 68 p. Accessible sur [www.revuegeneraledudroit.eu](http://www.revuegeneraledudroit.eu).
- 7) « Les sanctions des politiques budgétaires indisciplinées dans l'Union européenne », communication au colloque « La souveraineté budgétaire » organisé par l'IREDIÉS et le CEDIN, Paris, Palais Brongniart, 5 décembre 2012, in J.-M. Sorel, R. Chemain, *Quelle souveraineté budgétaire pour les Etats ?*, Pédone, 2013, pp. 143-159.
- 8) « Les résistances du juge administratif au droit du marché intérieur », communication à l'Université d'été franco-germano – biélorusse « Harmonisation des systèmes juridiques nationaux et intégration régionale », Université de Minsk (Biélorussie), 26 juin 2012, non publiée.
- 9) « La conception européenne des services d'intérêt général », communication au colloque « Les services publics en Russie », Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense, 18 novembre 2011, non publiée.
- 10) « La fonction quasi-juridictionnelle des autorités de régulation », Communication au colloque « Le juge et le contrat », Université Ca'Foscari, Venise (Italie), octobre 2007, non publiée.
- 11) « La réglementation tarifaire dans les secteurs ouverts à la concurrence », Communication au colloque « La puissance publique à l'épreuve des logiques concurrentielles », Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense, septembre 2007, non publiée.
- 12) « La doctrine fiscale de l'OCDE », Communication au colloque en l'honneur du Professeur J. Grosclaude, Strasbourg, 2-3 septembre 2005, *Revue de droit fiscal*, 2006, n°24, p. 112.

#### **E – Ouvrage collectif (direction)**

- 1) A. SEE (dir.), *Régulations*, Actes du colloque organisé par le Centre de Recherches sur le Droit Public de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense le mercredi 17 octobre 2012, *La mémoire du Droit*, 2013.

## ACTIVITES D'ENSEIGNEMENT

---

### En qualité de Professeur à l'Université de Picardie (depuis 2014). Cours magistraux de :

- **Droit administratif général** (2<sup>ème</sup> année de licence en droit)  
Enseignement annuel. Volume horaire total : 72 heures.
- **Contentieux administratif** (M2+IEJ)  
Enseignement semestriel. Volume horaire total : 12 heures + 8 heures
- **Contentieux de l'urbanisme** (M2)  
Enseignement semestriel. Volume horaire total : 12 heures
- **Politiques publiques de santé** (M1)  
Enseignement semestriel. Volume horaire total : 30 heures
- **Droit des contrats publics** (Master 2 Concurrence et régulation des marchés)  
Enseignement semestriel. Volume horaire total : 20 heures

### En qualité de Maître de conférences à l'Université Paris Ouest Nanterre-La Défense (2011-2014)

#### Cours magistraux :

- **Droit administratif général** (2<sup>ème</sup> année de licence en droit)  
Enseignement semestriel. Volume horaire total : 36 heures.
- **Droit administratif** (2<sup>ème</sup> année de licence d'administration publique)  
Enseignement semestriel. Volume horaire total : 24 heures
- **Droit des contrats publics** (Master 2 Concurrence et régulation des marchés)  
Enseignement semestriel. Volume horaire total : 20 heures
- **Droit institutionnel de l'Union européenne** (3<sup>ème</sup> année de licence en droit)  
Enseignement semestriel. Volume horaire total : 39 heures
- **Droit institutionnel de l'Union européenne** (2<sup>ème</sup> année de licence d'administration publique)  
Enseignement semestriel. Volume horaire total : 24 heures

#### Travaux dirigés :

- **Droit public des affaires** (1<sup>ère</sup> année de Master)  
Enseignement semestriel. Volume horaire total : 15 heures
- **Méthodologie juridique** (1<sup>ère</sup> année de licence en droit-économie)  
Enseignement semestriel. Volume horaire total : 20 heures

**En qualité d'attaché temporaire à l'enseignement et à la recherche (ATER), puis chargé de travaux dirigés vacataire à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense (2005-2011).**

Enseignements :

- **Droit administratif général** (2<sup>ème</sup> année de Licence en droit)  
Enseignement annuel, de 2005 à 2011. Volume horaire total : 210 heures
- **Droit constitutionnel** (1<sup>ère</sup> année de Licence en droit)  
Enseignement annuel, de 2005 à 2008. Volume horaire total : 75 heures

**En qualité de chargé de travaux dirigés vacataire à l'Université Pierre Mendès France, Grenoble II (2003-2005).**

Enseignements :

- **Droit administratif général** (2<sup>ème</sup> année de Licence en droit)  
Enseignement annuel (2003-2004). Volume horaire total : 54 heures.
- **Droit public économique** (3<sup>ème</sup> année de Licence en droit)  
Enseignement semestriel (2004-2005). Volume horaire total : 51 heures.
- **Finances publiques** (2<sup>ème</sup> année de Licence en droit)  
Enseignement semestriel (2004-2005). Volume horaire total : 9 heures.
- **Droit des collectivités territoriales** (1<sup>ère</sup> année de Master)  
Enseignement semestriel (2004-2005). Volume horaire total : 44 heures.

**En qualité de chargé de travaux dirigés à l'Université du Caire (Egypte), dans le cadre d'un volontariat international auprès du ministère des affaires étrangères (2002-2003).**

Enseignements :

- **Droit administratif général** (2<sup>ème</sup> année de Licence en droit)  
Enseignement annuel (60 heures)
- **Droit constitutionnel** (1<sup>ème</sup> année de Licence en droit)  
Enseignement annuel (60 heures)
- **Finances publiques** (2<sup>ème</sup> année de Licence en droit)  
Enseignement semestriel (30 heures)

### **Autres activités d'enseignement**

- Cours de droit administratif général à l'Université de Bologne (2014). Volume horaire total : 20 heures
- Cours de droit administratif général à l'Université de Potsdam, (2013). Volume horaire total : 24 heures
- Séminaire de droit communautaire de la concurrence à l'ancien Centre Régional de formation professionnelle des Avocats de Grenoble (2004). Volume horaire total : 5 heures.
- Mission d'enseignement de droit administratif à l'Institut de droit des affaires internationales (Université du Caire) (2004). Volume horaire total : 30 heures.